

L'URUGUAY est un pays d'environ 187.000 Km², situé en Amérique du Sud, entre l'Argentine et le Brésil. Son peuple est issu d'une importante migration européenne, fondamentalement espagnole et italienne, qui a permis, au bout de cent ans l'édification d'un pays de travailleurs doté d'institutions démocratiques dans le respect des droits de l'Homme.

Il se distingua par rapport au reste de l'Amérique du Sud grâce à une véritable et solide base démocratique : le peuple convoqué aux élections, décidait de son avenir.

Après les années 50, l'Uruguay commença à souffrir des transformations fondamentales. Plusieurs réformes constitutionnelles et dans le domaine de l'économie, la dite "réforme du change et de la monnaie" minèrent petit à petit l'édifice démocratique.

Lors des années 60, le gouvernement exerça sa violence et son arbitraire sur tous les plans : culturel, politique, économique et social. C'est à partir de ce moment qu'on mit en application différents décrets répressifs. Le pays commença à subir une spirale de sang et de violence. Les décrets de "situations d'exception" se perpétuent dans la vie politique du pays où les dites "mesures de sécurité" sont remplacées par la loi "d'Etat interne" et la suppression de toutes les garanties individuelles. C'est vers la moitié des années 60, qu'apparaît le Mouvement de Libération Nationale composé de combattants (TUPAMAROS) qui entendent affronter la violence du régime avec d'autres moyens et proclament et procèdent par l'action directe.

En 1971 ont lieu les élections nationales et une nouvelle force apparaît sur la scène politique. A côté des deux partis traditionnels, appelés "blanc" et "rouge" qui se sont partagés alternativement le pouvoir, prend naissance le Frond Elargi. Ce mouvement regroupe toutes les tendances de gauche et compte dans ses rangs : les ouvriers, les intellectuels, les laïcs et les croyants, les civils et les militaires indépendants.

Il déploie dans tout le pays, sous des conditions difficiles, une large campagne politique.

Le 27 juin 1973, le président J.M. BORDABERRY, avec l'appui des forces armées, organise le coup d'Etat. Il élimine le Parlement élu 18 mois avant, il instaure la censure de la presse. En mettant "Hors la loi" les partis politiques de gauche, la centrale Nationale des Travailleurs (C.N.T.), il interdit à plus de 15.000 citoyens l'exercice des droits civiques et politiques.

Ce 27 juin 1973, les travailleurs appuient le mot d'ordre de la C.N.T. et occupent tous les postes de travail. Ils paralysent le pays pendant 15 jours héroïques et durs. La riposte est violente, la dictature arrête et persécute des milliers de travailleurs, d'étudiants et de femmes du peuple. La torture s'institutionnalise et fait des milliers de suppliciés.

Aujourd'hui, l'URUGUAY a une population de 2.800.000 habitants :

- 1 s/400 a été arrêté et torturé. Il y a plus de 6.000 prisonniers politiques.
- 20 % de la population ont émigré.
- 55 % du budget national sont destinés à la répression.

Pour compléter ce triste tableau, il faut signaler la mort d'une cinquantaine de personnes sous la torture. Ces faits n'ont pas été reconnus par le gouvernement mais ont été prouvés par les organismes internationaux. En outre, il y a plusieurs centaines de prisonniers considérés comme "disparus", parmi eux : 9 enfants. Le gouvernement a reconnu officiellement l'existence de 9 prisonniers "otages" en menaçant l'organisation à laquelle ils appartiennent de les fusiller à la moindre action de celle-ci

D'autre part et en cette année de l'Enfance, plus de 10.000 de nos enfants vivent sans leurs parents. Beaucoup d'entre eux naissent en prison et parfois quelques uns ne voient pas le jour par suite des tortures infligées aux parents.

Mais tout cela n'est qu'une face de la dictature. En effet :

Au niveau de l'Enseignement supérieur :

- on a incarcéré et expulsé les doyens, professeurs, etc. ce qui a pour conséquence de retarder d'environ une cinquantaine d'années le niveau de l'enseignement,
- on a supprimé les recherches universitaires, etc.

Au niveau économique

- la situation s'aggrave de jour en jour,
- la balance commerciale atteint un déficit de 502 millions de dollars (1974 à 1978) avec une moyenne annuelle de 100 millions de dollars,
- le produit national brut a chuté considérablement :
 - en 1971, il était de 42,4 %
 - en 1977, il n'était plus que de 26,9 %,
- la dette extérieure, selon les chiffres de la banque centrale de l'URUGUAY, a augmenté de 75 % depuis le 31 décembre 1973. Elle était estimée au 31 décembre 1978 à plus de 1,500 millions de dollars,
- le pays n'a jamais enregistré une baisse aussi prononcée du salaire réel. Avec pour base les salaires de 1971, on constate:
 - en 75 il était de 74 %
 - en 76 il était de 68 %
 - en 77 il était de 60 %
 - et en 78 il était de 55 %.

Cette politique bénéficie seulement à un petit groupe de propriétaires terriens, aux banquiers, aux "latifundistes" et sème la pauvreté parmi le peuple.

En ce qui concerne la politique internationale

La dictature proclame que l'on vit une troisième guerre mondiale.

- elle soutient et aide plusieurs dictatures du continent. C'est ainsi qu'elle a consenti de l'aide militaire au régime de SOMOZA au Nicaragua,
- elle commet des assassinats hors des frontières. Plusieurs militants de l'opposition ont été assassinés en Argentine dont les parlementaires ZELMAR MICHELINI et HECTOR GUTIEREZ RUIZ. D'autres ont été enlevés au Brésil comme le couple CELIVERTI qui a été reconnu détenu en URUGUAY grâce à la pression internationale et les déclarations de témoins. Et il y a quelques jours une information a bouleversé le monde entier :

" Deux enfants, Anatole et Victoria Julien Grisonas âgés à ce moment d'un et quatre ans et portés disparus avec leurs parents à Buenos-Aires en septembre 76, ont été reconnus à Santiago du Chili par leur grand'mère."

Cela prouve assez bien la connivence qui existe entre les gouvernements répressifs d'Argentine, du Brésil, du Chili et de l'URUGUAY. L'URUGUAY qui s'illustre encore en faisant payer une redevance à ses prisonniers. Redevance qui est égale au salaire journalier d'un ouvrier.

Isolée à l'intérieur du pays et internationalement, la dictature veut se perpétuer en essayant de se légaliser par une convocation "aux urnes" pour 1981 avec un candidat unique et avec l'accord préalable des Forces Armées. Les dirigeants prétendent atteindre cet objectif par la TERREUR permanente.

FACE A CETTE SITUATION, LE PEUPLE URUGUAYEN EXIGE :

- La désincarcération de tous les prisonniers politiques et syndicaux.
- L'annulation de toutes les prescriptions politiques et syndicales.

- La suppression de tous les actes d'exception.
- Le recouvrements des droits constitutionnels conformes aux Droits de l'Homme.
- La réhabilitation des destitués pour motifs politiques et syndicaux.
- Le retour des exilés.
- Le rétablissement des libertés et des droits démocratiques détruites par le régime actuel.
- ET ENFIN L'AMNISTIE TOTALE.

Aujourd'hui nous vous demandons et vous exhortons à une plus grande solidarité avec le peuple URUGUYAEN dans la lutte qu'elle entreprend pour sauver sa LIBERTE.

Nous nous prononçons et nous vous demandons votre aide :

- Pour un élargissement de la campagne d'amnistie dans tout le pays.
- Pour une journée de solidarité nationale avec l'URUGUAY.
- Pour une aide aux parents des prisonniers politiques.
- Et pour la formation d'une commission d'Enquête en URUGUAY.

Le Comité de Solidarité.

Texte traduit de l'Espagnol.